

Méditerranée du futur : Covid, comment en finir avec le déni ?



Promouvoir « un dialogue franc, respectueux et honnête », c'est ce que [Renaud Muselier](#) a promis dès l'ouverture du colloque '[Méditerranée du futur](#)' consacré à cette pandémie qui nous agite depuis 300 jours, 300 ans après la peste de 1720, et nous relie – dans ce berceau de civilisation – à 3 000 ans de lutte des hommes, des sociétés et des virus, cherchant à se reproduire comme ils peuvent... Et si le prisme de l'histoire nous apprendait quelque chose de notre présent, que faudrait-il en retenir ?

Marseille, premier jour de novembre 1347. Arrive sur le port, à la croisée des chemins du Sud et de l'Orient, la [peste noire](#). Elle va causer, en 4 années, la mort de 25 millions de personnes en Europe, libérant des espaces considérables, amenant une dynamique de remplacement puis un mouvement d'expansion de l'Europe, passant du Moyen-Age à la Renaissance, comme le souligne [Didier Raoult](#), directeur de l'[Institut hospitalo-universitaire \(IHU\) Méditerranée](#). « Dans l'Histoire, il y a deux choses qui

Ecrit par Hervé Tusseau le 6 décembre 2020

bouleversent les sociétés, ce sont les guerres et les épidémies, parfois d'une manière étrange et positive ».

A Marseille, il y a bien un quai du « [Lazaret](#) », du nom de cet endroit où l'on mettait - à Gênes comme à Venise - les patients infectés. « Mais plus personne ne sait ce qu'est une épidémie dans nos sociétés », se désole le professeur Raoult.

Le danger, jugé trop lointain ou inexistant

Qui sait que la peste existe toujours ? « Après une période de silence de 50 ans, elle est réapparue en 2003 dans la région d'Oran suite à une vague de chaleur. Les petits rongeurs qui en étaient les vecteurs se sont déplacés vers des zones habitées par l'homme pour parvenir à subsister », raconte Idir Bitam, professeur sur les vecteurs et les infections tropicales à l'IHU de Marseille. « On en trouve même dans les eaux usées de Marseille que nous analysons régulièrement », confirme [Patrick Augier](#), commandant du bataillon de Marins-Pompiers.

Si la peste se soigne, la [tuberculose](#) qui remonte à l'Antiquité reste la première cause infectieuse de décès dans le monde. Elle a tué plus de 1,5 million de personnes en 2019, soit autant que le corona virus depuis son apparition en janvier dernier. Même après cent ans de campagne de vaccination, la tuberculose est loin d'être en voie d'éradication d'autant que la bactérie peut se mettre en dormance dans le corps humain. Mis au point dans les années 1920, « le BCG n'a pas montré l'efficacité attendue, n'offrant qu'une protection médiocre en cas d'atteinte pulmonaire qui est la plus fréquente », rappelle [Michel Drancourt](#), directeur de l'IHU de Marseille. Ce vaccin n'est d'ailleurs plus obligatoire pour les personnels soignants depuis avril 2019. « Ces histoires de vaccin doivent être au cas par cas, maladie par maladie et évaluée en fonction de leur intérêt et de leur efficacité et à quelle population elle va bénéficier ». Ca prend du temps. Il n'y a ni monde d'avant, ni monde d'après mais une lutte éternelle entre toutes les formes de vies.

« Nous, on délivre des résultats de tests (4000/jour) dans la journée alors qu'on nous promet au plan national des résultats de tests en 24 heures à partir du 15 janvier prochain. »

Une parole qu'il faudrait prendre en compte, alors que l'on nous annonce avec force tambour et trompette l'arrivée de dizaines de vaccins, tous plus efficaces les uns que les autres, contre le corona virus. Comment en est-on arrivé là ? Voyons le diagnostic du professeur Raoult et les arguments qu'il avance :

Un retard spectaculaire dans l'organisation

En 2007, Didier Raoult avait alerté le ministère de la santé, proposant dans un document de 450 pages la construction de 'forts à la Vauban' pour préparer à une guerre contre un virus et organiser les changements profonds qui s'imposent à la population en pareil cas. « Un domaine régalien », tonne le patron de l'IHU. « Nous, on délivre des résultats de tests (4000/jour) dans la journée alors qu'on nous promet au plan national des résultats de tests en 24 heures à partir du 15 janvier prochain. On ne peut

Ecrit par Hervé Tusseau le 6 décembre 2020

pas demander à des CHU, dont la moitié est en faillite, de 'prioriser' les priorités nationales dont on ne sait pas à quelle échéance elles vont se trouver. C'est à l'Etat de le dire ».

Cet état d'impréparation intellectuelle et technique existe ailleurs. « Aux Etats-Unis ou en Grande-Bretagne, des essais thérapeutiques ont été fait sans même avoir diagnostiqué les personnes. Parce qu'ils n'avaient pas de tests. En Afrique, on n'inclut pas un malade dans un protocole thérapeutique sans avoir fait un test PCR ! Eux, ils font de la médecine (...) On ne dirige pas ces crises sans faire appel à des gens qui ont déjà une expérience et une idée de la manière dont on réagit ».

Des décisions absurdes

Dans ce contexte, sans généraux pour mener la bataille, ni d'endroits où se concentre la connaissance, c'est une sur-réaction aux événements qui domine :

- *L'interdiction de la fameuse 'chloroquine'* que 2 milliards de personnes ont utilisée pendant 70 ans. Et qui (en vente libre !) tue, brutalement, 10% de ses utilisateurs selon les dires d'un article du Lancet, pourtant rétracté « dans la honte » un mois plus tard. « Les gens qui ont cru à ça ont un problème mental ». Mais il n'est pas résolu.
- *La fermeture, au pic de l'épidémie en France, des frontières.* « Les pays étrangers n'allaient pas nous en donner davantage, vu qu'on avait tout ce qu'il fallait ». En revanche, on rouvre les frontières en mai - quand il n'y a plus rien chez nous - à ceux qui sont en pleine épidémie. Résultat, l'épidémie revient par bateau, fin juin, avec les nouveaux génotypes qui viennent d'Afrique par le port de Marseille, retrace le Pr Raoult. « En mai on aurait dû dire à nos malades, n'allez pas chez les autres. Ce sont eux qui ont amené le virus au Sénégal, à l'époque ».
- *L'Europe n'est pas en reste*, avec la commande pour deux milliards d'euros d'un médicament dont on sait qu'il n'a aucune efficacité contre le corona virus.
- *L'éthique est également en cause.* « Face à une maladie nouvelle, on observe et on fait de la médecine. Les Chinois nous l'ont opportunément rappelé en disant qu'il n'est, ni dans leur morale, ni dans leur nature de ne pas soigner les gens en utilisant des placebos.

« La commande pour deux milliards d'euros d'un médicament dont on sait qu'il n'a aucune efficacité contre le coronavirus. »

Des labos qui ont fait main basse sur la thérapeutique

Tout ce qui soigne les gens ne sort pas de la 'High tech'. Loin s'en faut. Mais le modèle économique des médicaments repose sur des brevets qui durent 20 ans et que l'on jette ensuite aux oubliettes de la fabrication de 'génériques' en Inde. L'évaluation thérapeutique ne repose ni sur les médecins, ni sur les Etats, mais sur une industrie puissante qui finance, dirige les essais, et publie les papiers intronisant les nouvelles molécules. Voilà l'analyse de Didier Raoult, réfutant l'accusation de 'complotisme', ce mot des élites pour disqualifier toute critique.



Ecrit par Hervé Tusseau le 6 décembre 2020

A la question de savoir si la thérapeutique - étrangement absente des débats publics - ne peut être mise au point que par des nouvelles molécules, la réponse est : non.

Développer les molécules qui ne coûtent rien et regarder de près de notre environnement

La chimie est éternelle et ne répond pas à cette logique. Nous disposons d'un patrimoine considérable et beaucoup de principes actifs sont d'origine naturelle. Leurs actions sont multiples, et ce serait précisément à l'Etat de développer ces molécules qui ne coûtent rien et de découvrir quels pourraient être leurs futurs domaines d'indication. Voilà au moins un motif d'espérance, même si l'apaisement et les conditions d'un dialogue respectueux et honnête voulu par Renaud Muselier ne semblent pas encore tout à fait réunies.

« L'indigente contribution de la commissaire européenne à la santé. »

Relevons ainsi l'indigente contribution de la commissaire européenne à la santé et à la sécurité alimentaire à ce colloque de la Méditerranée du futur. Pétri de bonnes intentions, dégoulinant de bons sentiments comme tous les discours sans sujet, nous avons été gratifié de l'annonce fracassante (par vidéo enregistrée à l'avance) de la création d'une 'Autorité européenne d'intervention sanitaire d'urgence' qui sera capable - cette fois-ci c'est juré - d'identifier médicaments et équipements essentiels dont nous aurions besoin.

Mais notons plutôt l'intervention du [Prince Albert de Monaco](#) qui travaille sur les questions d'environnement et propose d'étudier la question de la pandémie sous cet angle. Le changement d'usage des terres a en effet une incidence sur le risque et l'émergence de maladies dont les agents infectieux se transmettent des animaux à l'homme. Citant une publication très récente de la Fondation pour la recherche sur la biodiversité, Albert II ouvre un débat scientifique de fond sur les éco-systèmes dominés par l'homme. Ce sont eux qui abriteraient le plus d'espèces sauvages connues pour être des agents pathogènes partagés avec l'homme et elles y sont plus abondantes que dans les habitats voisins non perturbés. Voilà au moins un horizon de recherche rationnel, inscrit dans une perspective politique qui fait fi de toute inertie administrative.

Pour en savoir plus :

Retrouvez l'intégralité du colloque : www.mediterraneedufutur.com

Retrouvez l'intervention du professeur Didier Raoult [en cliquant ici](#)

Ecrit par Hervé Tusseau le 6 décembre 2020

